



10 ans après le NON à la constitution européenne, ne laissons pas l'UE continuer à bafouer notre démocratie avec le TAFTA : exigeons un référendum. #StopTAFTA

Comme tous les précédents traités européens, le TAFTA est un leurre :

10 ans après la victoire du NON à la Constitution européenne, vote bafoué par la ratification du Traité de Lisbonne, l'Union européenne s'apprête à commettre un nouvel attentat à la démocratie : la Commission européenne **négoce dans le plus grand secret le très controversé traité transatlantique (TAFTA)** qui a vocation à instaurer une zone de libre-échange avec les Etats-Unis, menaçant de bouleverser notre société et de rompre avec notre mode de vie actuel.

Les plus fervents défenseurs du TAFTA assurent qu'il sera source de croissance et d'emploi en Europe : on se remémore **la même promesse faite par les mêmes personnes des mêmes partis pour Maastricht et l'adoption de l'Euro**. Résultats ? **12% de chômage** dans la Zone euro, **récession, austérité anti-productive, immigration massive, démantèlement de notre modèle social, précarisation de l'emploi, perte d'influence dans le monde**, etc.

D'autant que d'après la Commission européenne, les **bénéfices du TAFTA** représentent seulement **+0.5% de PIB à l'UE en 10 ans** soit **+0.03%/an** ! Le TAFTA est un leurre économique au service du dogme atlantiste et néolibéral.

Que l'UE cesse d'agir et de se construire contre la volonté des peuples !

- 51% des Danois ont rejeté le Traité de Maastricht en 1992,
- 54% des Irlandais ont rejeté le Traité de Nice en 2001,
- 55% des Français ont dit "non" à la Constitution européenne en 2005,
- 61% des Néerlandais ont dit "non" à la Constitution européenne en 2005,
- 54% des Irlandais ont rejeté le Traité de Lisbonne en 2008.

Cautionner l'UE de l'UMP et du PS, c'est s'opposer à la démocratie !

Pourtant, tous ces peuples sont aujourd'hui **régis par les traités dont ils ont refusé l'application**, ce qui démontre le mépris des eurocrates et partis du système envers la démocratie. **Combien de temps encore le diktat de Bruxelles continuera-t-il à gouverner contre les peuples d'Europe ?**

"Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens" Jean-Claude Juncker, Président du PPE (soutenu par l'UMP) de la Commission européenne.

L'Europe doit revenir à ses fondamentaux !

> Nous défendons **une Europe des projets et coopérations** (à l'image d'Airbus, Ariane, etc.) qui respecte les Nations et **s'appuie sur les peuples**.

> Nous souhaitons redonner à chaque peuple la maîtrise de ses lois, de son budget, de sa monnaie, de ses frontières, et de sa démocratie qui ont été confisqués par l'UE.

Le TAFTA, une OTAN économique qui placera l'Europe sous tutelle américaine.

L'avenir que le TAFTA nous réserve, c'est...

... le recul de la démocratie en Europe :

- > L'opacité des négociations est un attentat à la démocratie et aux Etats-membres.
- > Les lobbys influencent les négociations afin d'ouvrir le marché européen aux multinationales américaines.
- > Les règles néolibérales deviendront les fondements de la société, limitant alors l'action de l'Etat malgré la légitimité démocratique de son gouvernement.
- > L'instauration d'une justice privée (tribunaux d'arbitrage) permettra aux multinationales de s'enrichir sur le dos des contribuables en exigeant des milliards aux Etats ne respectant le dogme néolibéral.

... la régression des acquis sociaux et le mépris des consommateurs :

- > Le démantèlement de nos services publics torpillera nos acquis sociaux en les uniformisant par le bas.
- > La libéralisation des normes du travail va faire disparaître l'emploi salarié au profit de l'emploi à la tâche (précarisation du travail à l'image des "petits boulots" aux Etats-Unis).
- > L'abaissement des normes sanitaires, sociales et environnementales va menacer la sécurité des consommateurs.
- > La concurrence des céréaliers et éleveurs américains va tuer notre agriculture "terroir" en inondant le marché européen de bœufs aux hormones, poulets au chlore et céréales Monsanto low-cost.

... la mise à mort de notre économie :

- > Les salaires low-cost d'Europe de l'Est vont créer une zone de libre-échange à trois vitesses au détriment de la France et du reste de l'Europe de l'Ouest.
- > La suppression des droits de douane va délocaliser la production dans les régions low-cost de la zone de libre-échange (Europe de l'Est et États-Unis) et contraindre la France à baisser les salaires et la qualité de ses produits.
- > La concurrence déloyale va abattre les TPE et PME européennes (soit 2/3 des salariés du privé) au profit des grands groupes mondialisés.
- > La dérégulation des marchés va permettre l'accès des entreprises américaines aux marchés publics (les cantines scolaires ne se fourniront par exemple plus chez le producteur local mais auprès de groupes américains moins chers et peu soucieux de la qualité).

Le TAFTA représente un véritable bouleversement économique, social, politique et institutionnel.

Les Français doivent s'exprimer par référendum pour choisir leur avenir.